

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2008
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2009
(AUVERGNE)

NOR : *ASET0950145M*

IDCC : *1702*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de la région Auvergne,

D'une part, et

La CFDT section construction et bois ;

La CGT-FO BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2009, les valeurs des minima annuels sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics, comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, sont les suivantes.

(En euros.)

NIVEAU	COEF.	VALEUR ANNUELLE de point	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
Niveau I			
Position 1	100	171,60	17 160,40
Position 2	110	157,30	17 303,50
Niveau II			
Position 1	125	143,43	17 929,61
Position 2	140	143,43	20 081,16
Niveau III			
Position 1	150	143,43	21 515,53
Position 2	165	142,10	23 446,57
Niveau IV	180	142,09	25 577,81

Il est rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Clermont-Ferrand.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail, conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Clermont-Ferrand, le 15 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)